

L'urgence européenne

Claude Bartolone

L'urgence européenne

Claude Bartolone

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

S O M M A I R E

Préambule : Sortir du scénario catastrophe	5
Introduction	9
Le salut de l'Europe viendra de la gauche et des réformistes	17
Notre devoir de socialistes et d'Européens	17
Les principes de mon engagement européen	21
Faire entrer l'Europe dans le XXI^e siècle	27
Adapter l'Europe au nouveau monde	27
Ce n'est pas une crise, c'est une mutation	33
Briser le consensus de Bruxelles, verrou idéologique des droites européennes	39
Le dogme néolibéral : l'Europe terrain vague	40
Le dogme ordo-libéral : l'Europe disciplinaire	43
La relation franco-allemande, toujours	49
La centralité de la France et de l'Allemagne en Europe ...	49
Assumer nos divergences	51

Député de la Seine-Saint-Denis depuis 1981, **Claude Bartolone** est président de l'Assemblée nationale depuis juin 2012.

Vers une Europe politique et différenciée	57
Construire l'Europe politique	58
Bâtir des institutions plus démocratiques	63
Organiser l'Europe à l'échelle continentale	66
Pour un New Deal européen	75
Pour une Europe des biens communs	85
Conclusion : Aux Françaises et aux Français	97

PRÉAMBULE

Sortir du scénario catastrophe

26 mai 2014, l'Europe se réveille en état de choc. Les élections européennes se sont achevées la veille. Pour la première fois, le taux d'abstention a franchi les 50 % en moyenne dans l'Union européenne¹. En France, plus de 65 % des électeurs se sont abstenus de voter. Les partis eurosceptiques ont rassemblé en moyenne plus de 25 % des suffrages, davantage encore dans les pays sous assistance financière : en Grèce, les partis eurosceptiques ont engrangé une majorité absolue et les listes issues du parti

1. Les dénominations « Union européenne », « Union » et « UE » sont utilisées indifféremment dans le texte.

néonazi Aube dorée ont dépassé les 10 %. En Espagne, les eurosceptiques ont recueilli 38 % des votes. L'Italie a emboîté le pas : le Mouvement Cinq Etoiles de Beppe Grillo a fait une campagne réussie sur un programme eurodésabusé. Au Royaume-Uni, la formation UKIP (*UK Independence Party*) de Nigel Farage, qui prône la sortie du pays de l'UE, est arrivée en tête devant les travailistes et les conservateurs. En Allemagne, *Alternative für Deutschland*, qui préconise la sortie de l'euro, fait entrer ses premiers députés dans l'hémicycle européen.

La France ne fait pas exception : après les municipales, une campagne brève mais d'une violence inouïe a propulsé l'eurodéfiance à des niveaux jamais atteints. Le Front national est passé en tête devant les formations républicaines et de nombreuses voix se sont reportées sur des formations créées dans l'improvisation à la fin 2013 autour de slogans antieuropéens. En France comme ailleurs, l'inconsistance du projet européen, associée à la crise économique et au chômage, a fait basculer une partie de l'opinion de l'euroscepticisme à une franche

eurohostilité. Au total, plusieurs millions d'Européens ont manifesté dans les rues depuis le début 2014 contre les politiques d'austérité et contre l'Europe à laquelle elles sont assimilées.

Au déficit de représentativité du Parlement européen s'ajoute, tout au long de sa neuvième mandature, une paralysie chronique liée au poids des formations antieuropéennes. Constituées en groupe politique, ces dernières bloquent durablement toute initiative européenne et empêchent le Parlement de jouer son rôle de contrepois institutionnel au Conseil européen. Vote de rejet de l'Europe, les élections européennes sont aussi un vote sanction pour les majorités au pouvoir. Le Conseil européen donne à voir le spectacle de chefs d'Etat et de gouvernement tétanisés. Le moteur franco-allemand n'est plus capable d'initiatives. En France, on tonne comme jamais contre l'Europe allemande. En Allemagne, on reparle de la sortie de l'euro. La zone euro, frappée de paralysie institutionnelle, redevient la cible des spéculateurs. Le salut ne vient pas davantage de la Commission

européenne : un président sans envergure est nommé à la tête d'un collège de commissaires pour la plupart inconnus dans leurs propres Etats membres. Elle ne parvient pas à imposer une ligne d'action et à défendre efficacement l'intérêt européen.

La croissance reste atone, très pauvre en emplois. Pendant que l'Europe sombre, nos partenaires internationaux révisent leur stratégie d'investissement sur notre continent. L'intégration politique marque un coup d'arrêt brutal. Le XXI^e siècle commence véritablement au mois de mai 2014. On retiendra de lui qu'il fut le siècle où, pour la première fois dans l'histoire de la civilisation occidentale, l'économie globale et la géopolitique s'organisèrent sans le continent européen.

INTRODUCTION

J'aurais pu commencer cet Essai par les slogans qui suscitent l'enthousiasme, font vibrer les amoureux de l'Europe. J'en suis un, par mes origines familiales méditerranéennes, parce que mes valeurs sont socialistes. Par mon histoire aussi : j'appartiens à la génération du baby-boom qui a vécu les plus belles années de la construction européenne, des Trente Glorieuses à la réunification du continent après la chute du mur de Berlin.

Mais, comme nombre de mes concitoyens, je vois l'Europe s'enfoncer dans la crise et s'éloigner des peuples. L'Union européenne sort plus désunie que jamais de six ans de crise économique. L'Europe est aussi victime de l'emprise des droites conservatrices qui ont recyclé à bon compte les

solutions libérales et provoqué l'asphyxie de ses économies sous une chape d'austérité. Au sud du continent, ces politiques atteignent un point de rupture social et politique. Au nord, elles sont en train d'étouffer les derniers moteurs de la croissance. Partout, l'Union européenne se résume à ses instances disciplinaires. L'Europe ne porte plus de projet politique, elle ne maîtrise plus la langue de la démocratie. Elle n'est plus faite pour les peuples, ne rend plus compte aux peuples. Elle s'est égarée dans un prêt-à-penser libéral qui sert le jeu du capitalisme financier et d'intérêts qui ne sont pas européens.

Je préfère donc parler vrai et évoquer le scénario catastrophe. Il ne s'agit pas d'une fatalité mais d'un scénario possible. La situation est préoccupante chez nos voisins européens, surtout au sud. Mais nul besoin d'aller voir ailleurs, les sondages d'opinion en France sont éloquentes : pour les élections européennes, tous donnent le Front national au coude à coude avec le Parti socialiste et l'UMP, si ce n'est en tête. J'entends aussi ce que me disent les Françaises et les Français de ma circonscription en Seine-

Saint-Denis, ou lors de mes déplacements en province. L'Europe ne les sert pas. Elle ne les comprend pas. Ils la perçoivent comme un cheval de Troie de la mondialisation. Cet Essai est une réponse au sentiment d'urgence qui me saisit lorsque je pense au combat que nous allons livrer en 2014, dans une séquence particulièrement difficile où les élections européennes s'enchaîneront rapidement après les municipales. Les socialistes auront peu de temps pour parler d'Europe, et pour en parler bien. Le Front national (FN) va tirer son épingle du jeu dans cet agenda syncopé : la brièveté de la campagne ne sera pas propice à la pédagogie, elle donnera une prime aux raccourcis faciles où le FN excelle. L'UMP sera égale à elle-même : elle cognera la gauche. Obnubilée par 2017, elle dénaturera les débats.

Face à cette urgence, les républicains, les socialistes, les Européens de conviction n'ont pas une minute à perdre. Il faut bien entendu lutter à Bruxelles pour poursuivre la réorientation de l'Europe vers la croissance et l'emploi. C'est la bataille de la majorité présidentielle conduite par François Hollande. Je la soutiens totalement. Mais elle ne

doit pas faire oublier le chantier du long terme : l'urgence de redonner un sens à la construction européenne, une perspective pour les peuples, bref de construire l'Europe du XXI^e siècle. Je veux y contribuer à ma façon avec ce petit ouvrage, en montrant que l'avenir de l'Europe passe par son intégration politique, la concentration de ses moyens sur les biens communs pour lesquels les Européens sont plus forts et efficaces collectivement, ainsi que par la conversion à une Europe plus démocratique et plus sociale.

Je n'ignore pas les contraintes. Elles sont particulièrement lourdes, à commencer par le fait que, même si les sociaux-démocrates regagnent du terrain, les droites et les conservateurs sont aujourd'hui majoritaires au sein de l'Union européenne. Le virage à opérer se heurte à des vents contraires. Il fait suite à une décennie d'errements politiques, faute de projet clair pour l'Union. Il doit aussi intervenir avec le passif de la crise économique et financière, la plus grave depuis la récession de 1929. Cette crise a érodé les marges de manœuvre : les projets européens

n'ont pas beaucoup de « grain à moudre », comme l'illustre le budget pluriannuel adopté par le Conseil et le Parlement européens pour 2014-2020 : 960 milliards d'euros, soit 33 milliards d'euros de moins qu'entre 2007 et 2013, à peine 1 % du revenu national brut européen.

Mais je suis convaincu que 2014 peut être une année de renouveau, à trois conditions. La première consiste à franchir sans trop d'embûches le cap des élections européennes. Un Parlement européen légitimé par les urnes et une Commission dont le président sera choisi parmi les têtes de liste aux élections auront les moyens de relancer une dynamique politique et de poser des actes d'autorité démocratique. Il s'agit d'abord de renégocier un nouveau budget pour l'Europe, ensuite de demander des institutions plus efficaces. Il sera ainsi difficile de faire l'impasse d'un nouveau traité dans la prochaine législature.

La deuxième condition, c'est de conclure un nouveau pacte avec l'Allemagne pour entamer un nouvel acte de la

construction européenne par un saut dans l'intégration politique. Il faut le faire dès maintenant, au lendemain des élections allemandes. C'est en effet une phase de près de trois ans et demi sans élection politique nationale qui s'ouvre de part et d'autre du Rhin. Cette stabilité, il faut la mettre à profit pour obtenir des avancées majeures pour une coordination renforcée des politiques fiscales et sociales, par le haut, bien entendu, et promouvoir l'intégration politique autour de l'euro.

La troisième condition, c'est de tourner définitivement la page de la crise économique et financière. Cela suppose de s'arracher définitivement à la spirale de l'austérité, et de poser les fondations d'une croissance durable. Après l'union bancaire, l'Europe doit prendre des initiatives décisives pour dompter un capitalisme financier devenu fou et lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. Elle doit aussi changer son logiciel idéologique concernant la mondialisation, en promouvant la réciprocité et le juste échange dans les relations commerciales et en construisant des partenariats d'un nouveau type avec les pays du bassin

méditerranéen et de l'Europe orientale, avec lesquels nous avons de fortes complémentarités.

Ces trois conditions étant réunies, la France et les Français profiteront du sursaut de l'Europe, parce qu'au bout du chemin se trouvent plus de croissance et d'emplois, mais aussi plus de confiance en l'avenir et plus d'atouts dans le nouveau monde globalisé et technologique. Mais il faut commencer par le plus urgent : *reconquérir les Français*. J'ai appris que des idées claires et une vision partagée de l'avenir constituent un puissant facteur d'adhésion. Je crois à l'intelligence et à la perspicacité des Français. Je veux leur présenter des perspectives et des propositions concrètes pour alimenter le débat de la campagne des européennes. C'est le pari de cet Essai.

LE SALUT DE L'EUROPE VIENDRA DE LA GAUCHE ET DES RÉFORMISTES

Les ravages de la crise économique ont rappelé au continent européen la leçon que Paul Valéry avait tirée de la Première Guerre mondiale : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles ». Au début de ce nouveau siècle, la conscience européenne se construit dans la crise, avec deux issues possibles : un repli sur nos bases nationales et la perspective d'un déclin inéluctable, ou un saut en avant pour reconstruire le projet européen sur des bases assainies. Cette seconde voie est celle de la famille socialiste et réformiste à laquelle j'appartiens.

Notre devoir de socialistes et d'Européens

Comment éloigner le scénario catastrophe ? Sur ce sujet, les réformistes de tous les pays européens sont confrontés au même enjeu et doivent bâtir une réponse coordonnée. Cette dernière doit s'effectuer en deux temps. Tout

d'abord, il faut cesser de traiter le mal par de mauvaises potions, celles qui achèvent le malade avant de le guérir. Je veux parler des cures d'austérité aveugles imposées aux Etats membres les plus fragiles de l'Union européenne. La France a pris l'initiative au Conseil européen de juin 2012 avec le pacte européen pour la croissance et l'emploi. Mais elle doit être appuyée par toutes les forces de progrès en Europe. C'est pourquoi je me réjouis qu'Enrico Letta, le nouveau président du Conseil italien, partage un grand nombre de nos vues. Ensuite, il s'agit de préserver le désir d'Europe, moteur de la construction européenne. En effet, l'adhésion au projet européen n'est pas un acquis, mais une dynamique fragile qu'il faut protéger du doute et de la défiance qui grandissent à l'ombre de la crise. Il est urgent de forger des représentations plus positives de l'Union européenne. Cela passe par la sortie d'une vision tout économique de la construction européenne et la mobilisation autour de projets porteurs d'avenir.

Face à tous ces enjeux, nous nous situons à un moment charnière. La crise économique et financière a entamé le

capital d'adhésion au projet européen plus qu'aucun autre événement depuis le début de l'aventure européenne et le traité de Rome de 1957. Les élections de 2014 se profilent dans nombre de nos pays comme un plébiscite pour ou contre le projet européen. Le péril n'est plus seulement l'euroscpticisme, une faiblesse passagère de l'adhésion à ce projet. Il est plus aigu. Il s'agit de l'*euro-hostilité* : un mouvement de défiance envers une Europe qui non seulement est incapable de jouer son rôle protecteur – nous en étions déjà là en 2005 –, mais creuse le gouffre dans lequel elle est tombée avec la crise de 2008. L'eurohostilité est alimentée par le populisme, mais ce dernier n'en est pas la cause principale. La responsabilité est à rechercher du côté du détournement idéologique de l'Europe par les droites conservatrices et de l'affaissement des valeurs de cohésion, de solidarité et de progrès, amplifié par la crise économique. Ce qui est vrai dans les capitales européennes l'est aussi à la Commission européenne, et la fin de l'ère Barroso laisse un goût amer pour tous les progressistes.

Dans ce contexte, il n'est d'autre issue possible que d'opposer à la radicalité conservatrice une *radicalité réformatrice*, en rupture nette avec les politiques conduites ces dernières années. Cette bataille doit se dérouler à l'échelle de l'Europe tout entière, mais la France a un rôle particulier à jouer. En tant que socialistes français, nous avons nous aussi une responsabilité particulière dans la réorientation de la construction européenne. Seule la France en effet jouit de la crédibilité et de l'autorité suffisantes pour impulser une nouvelle dynamique et rallier d'autres pays à ce changement de cap. Les esprits sont prêts. Dans mes fonctions de président de l'Assemblée nationale, je rencontre fréquemment des dirigeants de l'UE qui me disent : « Nous avons besoin de la France pour sortir du *statu quo* ». Et ceux qui remercient notre pays d'avoir réinscrit le thème de la croissance à l'agenda européen n'appartiennent pas tous à la gauche et à famille social-démocrate, loin s'en faut.

J'ajoute aussi, à l'attention de mes camarades socialistes, que nous n'en serons capables qu'à la condition de faire

bloc dans la mêlée des élections de 2014. J'ai soutenu « Notre Europe », le texte de la convention nationale du Parti socialiste voté par une très large majorité des militants, parce qu'il nous réunit sur l'essentiel. Je ne parle pas du plus petit dénominateur commun, mais du meilleur d'entre eux : celui qui fournit la plateforme commune sur laquelle nous pouvons nous rassembler. Les élections européennes de l'année prochaine ne doivent pas rejouer sur le mode tragique notre échec de 2002 et nos divisions de 2005.

Les principes de mon engagement européen

L'Europe est ma seconde patrie. Né de parents d'origine italienne et maltaise, j'ai grandi en Seine-Saint-Denis, l'un des départements français qui symbolisent le mieux l'ouverture de la France aux apports extérieurs qui ont fait l'Europe. Immigrés italiens, polonais, portugais : ce sont les figures tutélaires de mon enfance qui m'ont appris la tolérance et fait apprécier la diversité culturelle et la mixité constitutives de l'identité européenne. Mon vécu a forgé

mes convictions. Mais si j'examine froidement où se situent les intérêts de la France et de mes concitoyens, je trouve encore de très solides raisons de placer l'Europe au cœur de mon engagement. Cinq principes m'ont ainsi guidé tout au long de ma vie politique :

- Un, l'Europe est l'avenir de la France et l'Europe a besoin de la France. Dans un monde ouvert où l'Union européenne ne pèsera que 5 % de la population mondiale à l'horizon 2025, nous avons besoin d'elle pour exister et tenir notre rang ; réciproquement, sa place économique, culturelle, et sa tradition politique et diplomatique positionnent la France au cœur du projet européen – avec l'Allemagne et à travers le couple franco-allemand, j'y reviendrai.
- Deux, être socialiste, c'est être européen. Les valeurs qui nous rassemblent, l'égalité, la solidarité, le progrès durable, ont aujourd'hui besoin de l'Europe pour se réaliser. Le doute sur notre identité européenne n'a pas sa place, sans quoi nous prenons le risque de nous renier nous-mêmes. De même, l'ADN socialiste ne permet d'envisager aucun repli sur des solutions nationales : le

protectionnisme, le repli identitaire ne sont pas compatibles avec lui.

- Trois, il ne peut exister d'Europe que politique. Etre politique, c'est surmonter une vision uniquement économique de l'intégration européenne. Or les progrès de la construction européenne ces quinze dernières années ont principalement porté sur le volet monétaire et le marché intérieur, sans contreparties suffisantes sur le plan politique et social. L'Europe est aujourd'hui un organisme déséquilibré, qui titube au lieu de marcher droit. Etre politique, c'est aussi rendre compte aux peuples européens suivant des procédures démocratiques. Etre politique, c'est enfin reconnaître que l'Europe avance par confrontations d'idées, préalables aux bons compromis : je n'ai jamais été victime de l'illusion d'une Europe neutre, froide et dépolitisée.
- Quatre, l'Europe ne sera pas sans la solidarité. Dans un monde ouvert et mobile, elle est notre horizon de justice sociale. Nous en avons besoin pour insuffler de la justice dans la vie des Français. L'Europe doit organiser entre ses Etats membres une forme de solidarité qui se diffuse

dans ses politiques comme dans son budget. L'Europe solidaire est aussi la condition de l'affirmation d'une citoyenneté européenne à part entière, qui n'existe aujourd'hui que dans les traités.

- Cinq, faire avancer l'Europe, c'est aussi faire preuve d'euro-réalisme. L'Europe n'est pas une évidence, c'est une conquête du quotidien. Tant que l'identité européenne ne procédera pas d'un sentiment d'appartenance incontestable à une communauté politique, notre Europe devra chaque jour faire la preuve de son utilité, qui se mesure à sa capacité à produire des biens communs pour nos concitoyens. C'est pourquoi l'Europe avancera par petits pas : je ne crois pas aux grands soirs européens, je ne crois pas qu'il faille se vendre à des idées séduisantes mais sans contenu.

Fidèle à ces cinq principes, j'ai été tout au long de mon parcours un Européen sincère, mais un Européen exigeant. Je dois à ces principes la cohérence de mon engagement politique. C'est en leur nom que j'ai soutenu le vote du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance des poli-

tiques économiques à l'hiver 2012. Pour les mêmes raisons, j'ai rejeté le projet de Constitution européenne en 2005. Ce traité plaçait l'Europe sur de mauvais rails. Déjà réceptacle du *statu quo* néolibéral, ce texte fourre-tout n'offrait aucune perspective de rééquilibrage social. Il ne répondait à aucun des besoins que nous retrouvons aujourd'hui démultipliés dans la crise : un gouvernement économique, un début d'harmonisation fiscale et sociale, une politique industrielle et de concurrence tournée vers l'emploi et la compétitivité, un cadre pour l'émergence d'une avant-garde européenne.

Ce n'était pas mon idée de l'Europe. J'ai dit non en socialiste, en progressiste et en Européen. A ceux qui à l'époque ont brocardé mes camarades rassemblés autour de cette analyse, je voudrais demander de s'essayer à cet exercice de pensée : comment se porterait l'Europe si à l'époque nous avions dit oui à ce traité ? Peut-être pas moins bien, mais certainement pas mieux. Elle serait en tout cas enferrée dans un carcan que l'on aurait dénommé « Constitution » et qui aurait ajouté un verrou symbolique aux verrous idéo-

logiques qui étouffent la construction européenne. En clair, je n'ai aucun regret et je ne me tairai pas lorsque j'estimerai que nous faisons fausse route. Les défis sont aujourd'hui les mêmes qu'il y a dix ans mais l'urgence est redoublée par la crise. Ma conviction est que le redressement de l'Europe et celui de la France s'accompliront solidairement, à gauche et avec les ressources de tous les réformistes.

FAIRE ENTRER L'EUROPE DANS LE XXI^E SIÈCLE

Nous, Français et Européens, travaillons depuis une génération à bâtir de nouveaux repères pour nous orienter dans le monde de l'après-guerre froide et de la mondialisation. Nous ne sommes pas au bout du chemin tant la conversion demandée est importante : recomposition des rapports Nord-Sud, montée des inégalités dans les sociétés occidentales, déplacement des régulations économiques des Etats vers les enceintes internationales – l'UE, le G8, le G20 –, désenchantement de la politique, glissement des repères éthiques. Sur le chemin de cette conversion, on trouve nécessairement l'Europe, une Europe fidèle à ses principes fondateurs, mais aussi une Europe façonnée pour relever les défis du XXI^e siècle.

Adapter l'Europe au nouveau monde

L'Europe est d'abord là pour organiser une nouvelle géopolitique. Le monde a basculé le 9 novembre 1989, à Berlin, avec la chute du mur de béton et de barbelés qui

durant quarante ans avait divisé l'Allemagne et symbolisé pour le reste du monde le face-à-face des deux blocs, Ouest et Est. La chute de l'empire soviétique a fait brutalement basculer notre humanité d'un monde bipolaire et organisé autour de frontières vers un monde multipolaire et ouvert. Aujourd'hui, l'hyperpuissance américaine se détourne du continent européen, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pour se réorienter vers la zone Asie-Pacifique. L'Europe doit occuper la place laissée vacante par le gendarme américain, mais pour cela il lui faudra se muer en puissance politique et en acteur de la sécurité internationale.

La chute du communisme a également causé le recul des idéologies. Le capitalisme s'est imposé comme mode de production et d'organisation des rapports sociaux sur la grande majorité du globe. Son influence a modifié en profondeur les représentations du collectif. Il a remis en cause le primat du politique sur l'économique, l'organisation de la société autour de classes sociales bien identifiées ainsi que le rôle protecteur des Etats-nations. Comme je le dis

souvent, ma génération est entrée en politique avec des vérités toutes faites en tête, des programmes à appliquer. Dans le nouveau monde, tous nos repères sont à réinventer, à commencer par la manière dont la politique peut avoir prise sur le monde pour l'améliorer et le transformer. Ma conviction est que nos Etats-nations doivent rassembler leurs forces. L'Europe se trouve nécessairement sur leur chemin, pour les aider à construire de nouvelles solidarités et faire émerger des sociétés plus ouvertes qui ne sacrifient ni leur cohésion ni leur identité. L'Europe doit permettre de restaurer la politique à un autre niveau et de maintenir l'espoir d'un monde plus juste, plus libre, plus prospère et plus durable pour nos enfants.

Le phénomène le plus spectaculaire de l'après-guerre froide est bien sûr la mondialisation. L'intensification exponentielle des échanges commerciaux, des investissements et des capitaux a rétréci la planète et mis à mal les frontières nationales. Ce mouvement a été accéléré par le développement des technologies de l'information et du numérique qui, dans le domaine immatériel (de l'information, des

capitaux), ont aboli toute distance et toute notion de durée. Le monde s'est brutalement agrandi. Alors que le capitalisme et la mondialisation ont fait la prospérité de l'Occident au siècle passé, ces dynamiques entretiennent aujourd'hui sa crise. Les grands émergents, au contraire, ont pu se réinventer en prenant appui sur elles. La mondialisation n'est le produit d'aucune valeur, elle n'emporte avec elle aucun choix éthique. Elle est généreuse ou carnassière, prédatrice ou harmonieuse, selon l'orientation qui lui est donnée. Là encore, face à des États-continentaux et des acteurs de dimension mondiale, l'État-nation ne peut plus agir seul. C'est à l'Europe de nous mettre à l'abri des excès de la mondialisation en organisant intelligemment l'ouverture commerciale, en protégeant notre industrie et nos secteurs sensibles.

Enfin, la mondialisation et les technologies de l'information ne sont pas étrangères à la crise morale de l'Occident. Ces deux révolutions ont permis la confrontation d'identités et de modèles sociaux qui s'imposaient auparavant comme des absolus. La mondialisation représente aussi

un bouleversement culturel sans précédent que nos sociétés n'ont pas fini de digérer. L'Europe, c'est l'apprentissage de la tolérance mais aussi la préservation de nos modes de vie et de notre culture. Je pense à la défense de nos préférences collectives, comme le refus des OGM et des viandes aux hormones dans nos assiettes ou à la préservation de l'exception culturelle dans les accords commerciaux. Je me félicite ainsi que la France ait pris une position courageuse pour préserver ces choix fondamentaux lors de la négociation de l'accord transatlantique que l'Union européenne vient d'engager avec les États-Unis. Nous avons dit à nos partenaires européens : nous voulons une Europe qui défende nos intérêts, nous voulons une Europe qui assume ses différences. En effet, ce qui se joue aujourd'hui, c'est l'émergence d'une identité européenne face à une nuit mondialisée où tous les chats sont gris, où tous se perdent parce que tout se vaut. Bref, l'Europe doit aussi être un projet de civilisation, comme le voulaient les pères fondateurs.

Malheureusement, le consensus qui avait permis de remarquables avancées dans les premières décennies de la construction européenne n'est plus. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe s'est construite comme un projet de paix qui répondait au besoin de réconciliation et de reconstruction d'un continent martyrisé par deux conflits mondiaux. Coïncée entre un continent à l'ouest et le glacis soviétique à l'est, l'Europe de la première génération a concentré ses efforts sur la construction d'un grand marché commun et l'abolition des obstacles à la circulation des personnes, des biens et des marchandises. Elle est devenue ensuite l'Europe du marché unique, qui a créé un immense espace de libre-échange d'un demi-milliard de consommateurs. L'Europe de Schengen a levé les frontières intérieures. L'Europe de Maastricht a ouvert la voie à la monnaie unique au début des années 1990. Enfin, les élargissements ont permis d'arrimer à la démocratie des pays qui sortaient de la dictature (Grèce, Espagne, Portugal) et de réconcilier l'Europe avec ses frontières culturelles et historiques (pays d'Europe centrale et orientale) dans les derniers jours du XX^e siècle.

Depuis domine l'impression que l'Europe a décroché, faute de vision claire de son avenir et de projets communs pour ses populations. Pour ma part, je refuse cette fatalité. Les pères fondateurs nous ont légué la paix et la prospérité. Je ne conçois pas que ma génération de décideurs n'ait que des regrets et des excuses à laisser en héritage. Notre tâche n'est pas de nous complaire dans les repères nostalgiques du XX^e siècle mais de réinventer l'Europe à la mesure des défis du XXI^e siècle : un nouveau cadre de pensée, de nouvelles manières d'agir.

Ce n'est pas une crise, c'est une mutation

La crise économique et financière qui secoue l'Europe depuis 2008 est le dernier soubresaut de l'ancien monde. Depuis six ans, l'Europe lutte pour éteindre l'incendie et retrouver le chemin de la croissance. On peut citer des avancées : le renforcement de l'union économique et monétaire, l'union bancaire, des germes de solidarité avec le Mécanisme européen de stabilité et l'intervention salutaire de la Banque centrale européenne sur le marché des

dettes souveraines. Mais elles se sont souvent avérées trop timides et trop tardives. Elles ont en outre été contre-carrées par des mesures d'austérité appliquées de manière doctrinaire et indifférenciée. Ainsi, l'Europe reste engluée dans la crise. Au premier semestre 2013, le PIB de la zone euro était encore en recul de 0,2 % et son taux de chômage avait atteint son niveau record, 12 %, soit plus de 19 millions d'Européens.

Cet échec ne s'explique pas seulement par l'ampleur des difficultés à surmonter. Il est le symptôme de l'inadéquation des politiques européennes à la nouvelle donne économique et aux défis d'une croissance durable. L'Europe applique les vieilles recettes mercantilistes du XX^e siècle à une crise d'un nouveau genre. Résultat, elle est la seule zone économique en décroissance en 2013. Il est significatif de constater que les Etats-Unis, qui pourtant sont à l'origine de la crise des *subprimes*, ont retrouvé la croissance grâce à une politique monétaire accommodante, un étalement des efforts budgétaires et un traitement de choc pour les dettes du secteur privé. La

croissance aux Etats-Unis devrait ainsi atteindre 1,7 % au second semestre 2013. Par contraste, l'Europe est non seulement en recul, mais la crise est en train d'éroder les fondamentaux de ses modèles sociaux et de créer un fossé préoccupant entre le Nord et le Sud.

La Grèce, pour ne citer que cet exemple, a connu un recul de 20 % du PIB et a vu son chômage atteindre 27,5 % de la population et 60 % de la jeunesse. Certains indices ont fait rentrer ce pays dans la catégorie des pays émergents. Les mesures d'austérité ont bouleversé la vie quotidienne, avec un triplement des licenciements et dans le même temps une diminution des indemnisations, des baisses de salaire en cascade, des fermetures d'entreprises – à commencer par les plus fragiles, PME et PMI –, un chômage des jeunes qui désespère de nombreuses familles. Le prix du logement, du gaz, de l'électricité, grevé du fait de nouvelles taxes, grimpent, les municipalités se retrouvent en faillite, les services publics cessent de fonctionner. En Grèce, en Espagne, au Portugal, à Chypre, l'Europe a expérimenté à travers la crise la *réversibilité des acquis* forgés

tout au long du XX^e siècle : des mécanismes de solidarité garantis par l'État-providence, une certaine homogénéité sociale et des conditions de vie satisfaisantes pour tous. La crise gagne aussi le nord de l'Europe : en Allemagne, locomotive de l'Union, la croissance ne devrait pas dépasser 0,5 point de PIB en 2013.

Le modèle européen dans son ensemble est en bout de course. Et pour cause : l'Europe n'est pas confrontée à une récession cyclique comme une autre, mais bien à la fin d'un cycle de croissance. Or son logiciel a été conçu il y a vingt ans et ne s'est pas adapté à la nouvelle donne. Économiquement, il s'agit de l'Europe de Maastricht qui, malgré des mises à jour – les traités d'Amsterdam (1997), de Nice (2001) et de Lisbonne (2007) –, n'a pas fondamentalement évolué depuis 1992. C'est une Europe des règles, qui donne la préférence à la gouvernance technocratique sur le gouvernement politique, à la coordination sur l'intégration des politiques. Institutionnellement, c'est une Europe qui hésite entre un mode de décision communautaire et intergouvernemental. Les vagues successives

d'élargissement et la mise en place de la monnaie unique requéraient un choix clair entre ces deux modèles, ainsi qu'une organisation plus efficace, capable d'imposer des décisions dans un contexte d'urgence.

A qui doit-on l'incapacité de l'Europe à se réinventer ? Aux droites conservatrices qui appliquent aveuglément les remèdes du siècle passé et s'accrochent au *statu quo*. Elles portent la responsabilité de la récession économique creusée par l'austérité et du désarroi démocratique face au manque de transparence et aux reculs sociaux. Le défi des progressistes européens tient donc en ces quelques mots : lever la chape de plomb idéologique qui pèse sur l'Europe et bâtir une offre alternative à la *doxa* néolibérale. Cette idéologie appartient à l'ancien monde. Il faut lui opposer les solutions réformistes et social-démocrates : c'est d'elles que viendra le salut dans l'Europe du XXI^e siècle.

BRISER LE CONSENSUS DE BRUXELLES, VERROU IDÉOLOGIQUE DES DROITES EUROPÉENNES

Paradoxalement, les droites conservatrices européennes ont échoué là où elles ont réussi. Elles ont échoué à faire renouer l'Europe avec la prospérité dans la crise économique et financière. Mais elles ont réussi à imposer sur le continent le corpus idéologique par lequel elles croyaient tenir les solutions aux difficultés économiques et défendre leurs intérêts nationaux. Ce corpus fait se rencontrer deux dogmes. Le premier est le libre-échangeisme ou culte de la dérégulation néolibérale. En ouvrant le continent aux quatre vents, il a exposé l'Europe aux effets de la crise mondiale et est aujourd'hui la cause de son incapacité à poser les bases d'une croissance durable et d'investissements tournés vers le futur en Europe. Le second dogme est celui des disciplines. En inféodant la politique économique au respect de critères inventés il y a vingt ans au moment du traité de Maastricht, il a condamné notre continent à une cure d'austérité sans fin. Ces deux dogmes

forment ensemble ce que j'appelle le *consensus de Bruxelles*, un pacte conclu entre le néolibéralisme anglo-saxon et l'ordo-libéralisme allemand pour régenter la construction européenne. Ce compromis a imposé pour l'Europe un seul chemin, une seule vision qui se détourne des peuples.

Le dogme néolibéral : l'Europe terrain vague

Le dogme néolibéral est le principal responsable de l'incapacité de l'Europe à émerger comme puissance politique et à se doter d'une stratégie économique susceptible de la sortir de l'ornière de la crise. Il vient du fond des âges de la tradition libérale anglo-saxonne. Transposé à l'Union européenne, il postule que la prospérité économique viendra de la conversion du continent européen en vaste espace de libre-échange où la concurrence est libre et non faussée. Il ajoute également qu'il suffit de connecter ce vaste marché intérieur à l'économie globalisée pour que l'Europe profite des bienfaits de la mondialisation. Ces présupposés sont naïfs autant que nocifs. Ils participent à la sape des

services publics et à l'organisation de la concurrence fiscale et sociale en système.

Cette idéologie n'a pas seulement précipité l'Europe dans la crise : elle l'empêche aujourd'hui de la surmonter. Nous évoluons dans un univers globalisé où les flux économiques et financiers se sont démultipliés. Seules une autorité politique et des régulations fortes sont capables de reprendre la maîtrise de phénomènes qui dépassent les capacités de protection des Etats-nations historiques. Une guerre commerciale d'une ampleur inédite se joue en effet à l'échelle mondiale. Avec les puissances émergentes – la Chine, la Russie, le Brésil –, ce sont des Etats-continentaux qui donnent désormais la réplique à l'Europe et aux Etats-Unis. Les plus grandes multinationales ont désormais atteint ou dépassé le poids économique d'Etats souverains. Sur les marchés des changes, ce sont des volumes titanesques qui transitent chaque jour – environ 4 000 milliards d'euros, soit en deux jours de transactions seulement l'équivalent du PIB de la zone euro en 2013... Dans ce contexte, l'Europe doit s'armer et agir comme acteur géopolitique

global. Or le néolibéralisme organise le démantèlement de nos protections et la paralysie de nos initiatives. Il laisse notre continent à l'état de terrain vague, exposé à tous les vents, à un moment où nos concurrents chinois, japonais, américains n'éprouvent aucun état d'âme à soutenir activement leurs industries à coups de milliards d'euros – avec des succès certains, comme le formidable redressement de General Motors en donne l'exemple aux Etats-Unis.

Le traitement des marchés publics dans le cadre de la politique commerciale de l'Union fournit une illustration de ce désastre idéologique. Au nom du laisser-faire et de la dérégulation, l'Europe a ouvert 85 % de ses marchés publics sans exiger de réciprocité de la part de ses partenaires commerciaux. D'après les chiffres de la Commission européenne, la valeur des marchés publics octroyés à des entreprises de pays tiers dans l'Union européenne représente ainsi 312 milliards d'euros. Par contraste, elle ne dépasse pas 34 milliards aux Etats-Unis, 22 milliards au Japon. Les marchés publics sont en revanche quasiment fermés en Chine, où leur montant est évalué à près de

750 milliards d'euros par an. L'Europe s'est livrée pieds et mains liés aux prédateurs internationaux au nom de l'idéologie néolibérale. Cette idéologie se présente comme la pensée de la mondialisation alors qu'elle est tout son contraire, le miroir aux alouettes des naïfs du village global. Par paresse intellectuelle, par lâcheté, pour servir des intérêts particuliers, les droites et les conservateurs européens ont châtré l'Europe des attributs de sa puissance et l'ont empêchée de protéger ses intérêts sur la scène mondiale.

Le dogme ordo-libéral : l'Europe disciplinaire

Le second ingrédient du consensus de Bruxelles est la préférence donnée au « gouvernement par les règles » sur la coordination en temps réel des politiques économiques. C'est l'Europe des disciplines. L'Europe disciplinaire est l'expression la plus achevée de la doctrine ordo-libérale qui s'est développée en Allemagne au début du XX^e siècle, en opposition à une vision socialiste et planificatrice de l'économie. Cette doctrine a trouvé un bon terrain d'application dans le système fédéral allemand où l'Etat central est

justifié par sa capacité à construire un cadre légal et institutionnel commun aux entités fédérées. L'Europe de Maastricht a transposé ce cadre de pensée à la construction européenne, en confiant à l'Europe la tâche de faire respecter de manière uniforme des règles fixées une fois pour toutes.

L'ordo-libéralisme est le socle idéologique de l'Europe de Maastricht. Il a inspiré la mise en place d'une Banque centrale européenne dont l'objectif principal est la stabilité des prix sans objectif de croissance, d'emploi ou de change. Il a également commandé l'institution du pacte de stabilité et de croissance, supposé assurer la convergence des trajectoires budgétaires par des objectifs nominaux de déficits et de dette, respectivement 3 % du PIB et un ratio dette/PIB de 60 %. Appliquées de manière doctrinaire, ces règles imposent une vision totalement statique de l'économie. Elles ne prennent en compte ni la conjoncture ni la place respective des Etats membres de l'Union dans le cycle économique.

Derrière leur neutralité, ces critères masquent des rapports de force politiques. L'objectif d'inflation de la Banque centrale européenne et les critères de convergence du pacte de stabilité ont été établis sur mesure pour l'économie allemande. Ils sont sans correspondance avec l'état réel des économies européennes. Le seuil de 3 % correspond ainsi au niveau de déficit nominal nécessaire pour stabiliser la dette publique à 60 %, avec une hypothèse de 5 % de croissance nominale, ce qui se révèle aujourd'hui une pure vue de l'esprit. Il ne faut donc pas s'étonner que ces règles soient enfreintes chaque année, sans exception, depuis leur mise en place – y compris par leurs propres promoteurs. L'Allemagne du chancelier Schröder, que les droites louent aujourd'hui pour ses réformes, a régulièrement violé les critères de Maastricht dans la décennie 2000. Et pour cause : Gerhard Schröder avait parfaitement intégré l'idée évidente que l'on ne peut dans le même temps procéder à la consolidation budgétaire et mener des réformes structurelles de grande ampleur. J'ajoute que le respect de ces règles n'a jamais mis les économies à l'abri de la crise. J'en veux pour preuves

l'Espagne ou l'Irlande, qui ont plongé dans la crise alors que ces pays respectaient les critères de Maastricht.

Si la pensée ordo-libérale a trouvé un tel écho ces dernières années, c'est qu'elle permet aussi de se détourner d'une véritable Europe politique. Fixer des règles, c'est une alternative simpliste à une coordination économique en temps réel avec ses contreparties en termes de solidarité. Ce *statu quo* convient aux égoïsmes nationaux et aux réflexes souverainistes. Il dispense aussi d'un véritable débat démocratique sur les choix de politique économique. C'est sur ce point que l'ordo-libéralisme allemand rejoint le libéralisme anglo-saxon : tous deux se satisfont d'une Europe formelle et sans contenu politique.

L'ordo-libéralisme est aussi responsable du naufrage économique de l'Europe au lendemain de la crise financière. Le gouvernement des règles est impuissant face aux situations d'urgence. Il a contribué aux divisions des Etats membres au moment même où la situation exigeait un surcroît de cohésion et d'efficacité. Il est aussi respon-

sable de l'impopularité des institutions européennes, en installant la Commission européenne et les Etats membres dans un rapport policier très malsain. La Commission est tenue de faire appliquer des règles irréalistes ; les responsables politiques nationaux sont pris en tenaille entre leurs engagements européens et la détresse de leurs concitoyens.

Je veux conclure cette partie sur une observation : le consensus de Bruxelles n'est pas sans rapport avec le consensus de Washington. Il s'agit du programme économique d'austérité et de déréglementation appliqué dans les années 1990 aux économies latino-américaines et asiatiques placées sous la tutelle financière du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Dans les deux cas, un corpus idéologique a été appliqué aveuglément par des instances dépourvues de légitimité démocratique, avec la complicité d'une élite politique et financière acquise à la pensée néolibérale. Dans le cas du consensus de Washington, ces instances étaient des organisations internationales jouissant de la bénédiction des

économistes ultralibéraux de l'école de Chicago et du Trésor américain. Dans le second, il s'agissait de la Commission européenne et de la troïka avec l'aval des gouvernements conservateurs européens. On sait, avec le recul, combien les remèdes de l'école de Washington ont été nocifs. Je suis convaincu que l'on portera dans un avenir proche le même regard sur la gestion de la crise des dettes souveraines en Europe.

LA RELATION FRANCO-ALLEMANDE, TOUJOURS

Il est un aspect où l'Europe du XXI^e siècle ne différera pas sensiblement de celle du XX^e : la centralité de la relation franco-allemande dans la construction européenne et la nécessité de compromis préalables entre la France et l'Allemagne pour donner des impulsions décisives à l'Union européenne.

La centralité de la France et de l'Allemagne en Europe

L'importance décisive de la relation franco-allemande est une donnée politique autant qu'économique : l'Allemagne et la France réunies représentent 48 % du PIB de la zone euro et 35 % du PIB de l'UE à vingt-huit. Je ne crois pas que d'autres alliances soient possibles pour la France. Un « club de l'olivier » associant les pays du Sud n'introduirait que divisions dans une Europe déjà tiraillée culturellement et économiquement entre le Nord et le Sud. De même, la France est précieuse pour l'Allemagne en ce qu'elle est le

seul pays continental capable d'entraîner des dynamiques européennes et de couvrir tout le spectre des politiques, y compris celui de la Défense. Un examen froid et objectif du couple franco-allemand suffit donc à justifier son rôle moteur dans la construction européenne : les intérêts européens des deux pays prescrivent l'entente entre eux.

Mais la dimension historique et affective de la relation franco-allemande fait d'elle plus que la somme d'intérêts bien compris. Français, Allemands, nous avons la chance de jouir d'une relation d'amitié incomparable que nous rappelle cette année la commémoration du cinquantième anniversaire du traité de l'Élysée. Nos deux pays ont offert au reste du monde le témoignage d'un miracle historique sur fond de guerre : celui d'une réconciliation possible après une succession de conflits brutaux et tragiques, d'une inimitié surmontée grâce à la hauteur de vue et la sagesse de grands dirigeants. Le chancelier Adenauer et le général de Gaulle ont démontré que les déterminismes historiques cèdent devant la volonté des hommes et l'intelligence des peuples. Je pense aussi à la lucidité et au

courage de la génération des Allemands de l'après-guerre, qui n'ont pas seulement reconstruit un pays, mais aussi une conscience morale et une dignité. Nous héritons aujourd'hui de ces acquis, que je qualifierai d'héroïques, et de la responsabilité d'entretenir cette dynamique par laquelle l'Europe et l'amitié franco-allemande se soutiennent mutuellement. Pas une once de doute ne m'assaille donc quand je pense au rôle de la relation franco-allemande dans la construction européenne : cette relation est centrale, nécessaire et liée par le passé comme par l'avenir. Mais je veux aussitôt ajouter ceci : elle ne signifiera jamais l'alignement passif de la France sur l'Allemagne ou de l'Allemagne sur la France.

Assumer nos divergences

Si la France et l'Allemagne ont un intérêt géopolitique à l'Europe, nos intérêts nationaux en la matière ne se recourent pas nécessairement. Ce serait une erreur de croire que nous évoluons ensemble sur le terrain de consensus faciles. Je refuse la vision lénifiante de la

dynamique franco-allemande comme les tabous sur nos points de désaccord. Ils ne servent pas la construction européenne et masquent la nature profondément politique du projet communautaire.

Ainsi, les poignées de mains historiques entre Mitterrand et Kohl ne s'imposaient pas comme une évidence au lendemain de la chute du mur de Berlin. Elles ont été précédées de bras de fer. Lorsque nos dirigeants se retrouvèrent le 4 janvier 1990 durant trois longues heures dans la bergerie de François Mitterrand à Latche, ce fut pour étaler toutes leurs divergences. Mitterrand avait désapprouvé de ne pas avoir été informé du plan de réunification présenté par le chancelier allemand le 28 novembre. Kohl, de son côté, n'avait pas davantage apprécié la méfiance de son interlocuteur sur la question de la frontière germano-polonaise. Plus tard, l'euro fut la somme des intérêts contraires des deux pays : la monnaie unique voulue par la France et la monnaie forte voulue par l'Allemagne. Notre rôle moteur en Europe tient donc à notre capacité à surmonter nos divergences d'intérêts et à proposer à nos

partenaires européens des synthèses suffisamment attractives pour qu'elles soient endossées à dix-sept ou à vingt-huit.

Je veux citer un seul exemple, essentiel pour comprendre les choix politiques de l'Allemagne : la démographie. Son taux de fécondité figure parmi les plus faibles d'Europe (1,4 enfant par femme) et sa population est en déclin depuis 2003. En France, la fécondité se maintient à un haut niveau qui assure le renouvellement de sa population (deux enfants par femme). Ainsi, entre 2010 et 2011, la population française a crû de 1,6 % quand l'Allemagne perdait 0,1 % de sa population. En 2060, on comptera plus d'habitants en France qu'en Allemagne : 74 millions contre 72,4 millions.

Le vieillissement démographique outre-Rhin explique les craintes de l'Allemagne face à la montée de la dette et l'attachement de ses citoyens à l'épargne. L'Allemagne a ainsi accumulé 6 % de PIB d'excédents courants, bien au-delà des normes fixées par l'Union européenne. Les

politiques économiques outre-Rhin reflètent bien les préférences d'une population vieillissante : rejet de l'inflation, politiques monétaires restrictives. Pour la France, la priorité immédiate est à l'inverse tournée vers l'investissement : le financement des crèches, des écoles et de la formation, du logement, etc., qui appelle une politique monétaire accommodante et un redressement budgétaire laissant des marges de manœuvre pour les politiques d'avenir.

A moyen terme, le vieillissement accéléré de la population allemande pourrait aboutir à un retournement de situation. La contraction de la population active, aujourd'hui l'une des causes de la faiblesse du taux de chômage, pourrait en effet réduire les rentrées fiscales et provoquer de fortes tensions sur le financement des retraites. Le marché du travail allemand perd déjà chaque année plus de 200 000 actifs et il est probable que l'immigration, qui a atteint un niveau historique en 2012 en Allemagne (1,08 million de personnes), ne compensera pas la faiblesse de la natalité. En France, une politique de sérieux budgétaire couplée à une réforme équitable des retraites permettra à terme de

dégager de nouvelles marges de manœuvre budgétaire. Notre pays pourra aussi compter sur le potentiel d'innovation et de croissance de sa jeunesse.

Dans cette situation en miroir, il est un chemin de compromis possible, celui sur lequel François Hollande a engagé notre pays dans sa négociation avec l'Allemagne depuis son arrivée aux responsabilités : un nouveau pacte économique permettant de concilier les besoins de stabilité et d'investissement, de discipline et de croissance. Mais il faut aller encore plus loin. Si notre partenaire allemand veut s'appuyer sur les ressources et la main-d'œuvre du reste de l'Europe, il faut lui demander des contreparties sociales et de solidarité bien plus importantes. La toute première est l'institution d'un salaire minimum européen. C'est dans l'intérêt bien compris de l'Allemagne et de nos partenaires européens, notamment ceux dont la jeunesse qu'ils ont formée à grands frais part aujourd'hui s'installer et travailler en Allemagne. Plus fondamentalement, l'exode des compétences de la périphérie au centre de l'Europe est étranger à ma vision de

l'Europe, surtout quand il est organisé en système. Voilà l'un des nombreux sujets sur lesquels il faut avoir un débat franc avec l'Allemagne.

L'Europe a donc besoin pour avancer de la tension productive entre la France et l'Allemagne. De nombreux débats s'ordonnent déjà en Europe autour de la polarité franco-allemande. Je considère que notre relation avec l'Allemagne est suffisamment solide pour passer l'épreuve de nos divergences afin de faire naître de bons compromis. C'est tout ce dont l'Europe manque aujourd'hui : une pluralité d'offres politiques, de projets alternatifs et de synthèses équilibrées. J'ajoute qu'il est normal que cette tension productive monte en intensité à certaines phases de notre vie politique. Depuis le retour de la gauche au pouvoir en mai 2012, nos deux pays sont, avec toute leur autorité et leur poids économique, les principaux acteurs de la confrontation idéologique entre la droite conservatrice et la gauche progressiste. Je ne considère pas que cette confrontation desserve l'Europe, je crois au contraire qu'il faut l'assumer.

VERS UNE EUROPE POLITIQUE ET DIFFÉRENCIÉE

Comment susciter l'adhésion au projet européen ? Comment rétablir la confiance des populations ? Telles sont les deux principales questions auxquelles les responsables politiques nationaux sont aujourd'hui confrontés. Il faut reconnaître que l'Europe n'aide pas beaucoup dans ces tâches. Quelle image donne-t-elle quand, à la fin mai, Berlin se désolidarise de la Commission européenne et d'une majorité d'Etats membres dans la procédure anti-dumping lancée contre les producteurs de panneaux solaires chinois, alors que l'industrie européenne est en train de s'effondrer du fait de leur concurrence déloyale ? Quelle image donne-t-elle encore alors que, la même semaine, la Commission se ridiculise avec une initiative visant à réglementer les carafes à huile d'olive dans les restaurants européens ? L'Union européenne a besoin d'une direction politique et d'une hiérarchie claire de ses priorités, c'est pour elle la première urgence.

Construire l'Europe politique

L'Union européenne est enfermée dans un triangle d'incompatibilité. Il est impossible de poursuivre simultanément les trois objectifs qu'elle se donne aujourd'hui : son élargissement à de nouveaux Etats membres, son approfondissement politique et le maintien de l'unanimité dans la prise de décision (fiscalité, sécurité sociale, adhésion, Affaires étrangères et Défense). Il faut en abandonner un pour que les deux autres puissent progresser, ou alors construire l'Europe autrement.

Il n'est pas possible de poursuivre l'élargissement et d'ambitionner dans le même temps un approfondissement politique : à compétences actuelles, une Union à vingt-huit côtoie déjà les limites de son fonctionnement. De même, la combinaison de l'élargissement et de l'unanimité limite les perspectives d'une communautarisation plus poussée des politiques. Enfin, il est clair que l'unanimité et l'intégration politique ne sont pas compatibles dans le périmètre actuel de l'Union européenne, l'impératif d'unanimité

bloquant des pans entiers de politiques que l'on voudrait plus intégrées, telles la fiscalité ou la protection sociale.

Nous avons perdu en route l'Europe politique imaginée par les pères fondateurs. La première fois, c'était en 1973 avec l'entrée du Royaume-Uni, qui a toujours fait savoir qu'il ne serait pas partie prenante d'une Europe plus intégrée. La seconde fois, c'était au cours de la décennie 2000, à la faveur d'une nouvelle vague d'élargissements qui a fait passer l'Europe de quinze à vingt-cinq membres. L'Europe de Maastricht s'est engouffrée dans une impasse en menant l'intégration de nouveaux pays à un rythme effréné, sans dessein géopolitique et pour conjurer l'absence de véritable diplomatie européenne à ses frontières. Ce débat a déjà eu lieu en 2005 et je n'entends pas le rejouer ici. Ces élargissements ont permis à l'Union de retrouver ses frontières géographiques et culturelles, et ils répondaient à une nécessité historique. Mais il faut reconnaître que les élargissements menés à marche forcée et combinés aux faiblesses institutionnelles de l'Union ont précipité cette dernière dans une impasse. Je ne vois pas de formule

capable de faire fonctionner efficacement un gouvernement politique au-delà d'une vingtaine de membres. Nous ne pourrions pas davantage forcer la main de pays qui ne veulent pas pousser l'intégration. C'est le cas du Royaume-Uni, dont je ne souhaite pour autant pas qu'il remette en cause son appartenance à l'Union.

Il faut donc tirer les conséquences de l'inertie d'une Union à vingt-huit et franchir de nouvelles étapes dans l'intégration politique. Il n'existera pas d'Europe politique sans *Europe différenciée*, qui permet à un club de volontaires de se détacher du peloton européen pour expérimenter une intégration politique plus poussée. Je ne veux pas d'une Europe qui exclut ou qui divise, je veux une Europe qui tire ses membres vers le haut en permettant à une avant-garde d'aller plus vite et plus loin, tout en respectant les choix et les contraintes internes des Etats membres. De telles évolutions n'excluent pas la poursuite de la construction de l'Union à vingt-huit, bâtie sur des politiques communes, ni la poursuite des efforts d'harmonisation. L'Europe fonctionne déjà largement sur ce mode : la mon-

naie unique, l'espace Schengen, le brevet européen et bientôt la taxe sur les transactions financières constituent des coopérations à géométrie variable auxquelles les Etats membres ont vocation à participer, sauf s'ils font explicitement le choix contraire (comme les Britanniques ou les Irlandais, qui se sont exclus de l'espace Schengen). L'Union politique pourra procéder de manière analogue, sous la forme d'une coopération renforcée.

Cette Europe politique a un ancrage : la monnaie unique et la zone euro. Ses Etats membres ont déjà considérablement progressé sous l'aiguillon des crises, complétant l'union monétaire par une coordination plus poussée des politiques budgétaires et par une union bancaire. L'enjeu est à présent de doter cette union monétaire de ressources propres et d'un budget propre, capables de conduire à l'échelle européenne des véritables politiques structurantes et de permettre des transferts de solidarité. A titre de comparaison, c'est le rôle dévolu au budget fédéral aux Etats-Unis, mais celui-ci représente actuellement près de 20 % du PNB de ce pays, à rapporter au 1 % du budget

actuel de l'Union européenne. L'Europe politique ne sera pas sans harmonisation fiscale et sociale, qui vise dans un cas à rapprocher la compétitivité des Etats membres et à lutter ensemble contre l'évasion fiscale – qui coûte chaque année 1 000 milliards d'euros à l'Europe –, et dans l'autre à permettre un rapprochement par le haut des standards de protection sociale.

Sur ces derniers thèmes, le climat a évolué positivement ces derniers mois : le Conseil européen des 27 et 28 juin derniers a pour la première fois placé en haut de son agenda le chômage des jeunes, une préoccupation commune à l'ensemble de l'Union. La « garantie pour la jeunesse » a ainsi été dotée de 6 milliards d'euros sur les deux prochaines années et la mobilisation des crédits de la Banque européenne pour l'investissement a été décidée. Ces mesures sont une goutte d'eau dans la mer si l'on rapporte ces montants aux 5,6 millions de jeunes Européens au chômage. Mais elles représentent un premier pas pour se libérer d'un agenda saturé par les questions budgétaires et l'obsession de la rigueur.

Bâtir des institutions plus démocratiques

Construire l'Europe politique à partir de la zone euro, c'est également la doter d'une tête politique identifiée et responsable devant les instances démocratiques. Le président de la République a pris une initiative importante lors de sa conférence de presse du 16 mai dernier, en proposant de mettre en place sous deux ans un gouvernement économique de la zone euro et de le doter d'un président stable. Nous devons œuvrer pour que cette orientation figure dans les programmes réformistes aux prochaines élections européennes. J'y vois en effet une première réponse à la demande démocratique qui constituera un enjeu essentiel de la campagne.

Mais il faudra aller jusqu'au bout de cette logique. Un gouvernement de la zone euro ne peut exister sans prolongement parlementaire. Déjà, la cour de Karlsruhe a mis en évidence la fragilité de décisions économiques qui échappent à la démocratie représentative en exigeant, lors de la ratification des lois sur le Mécanisme européen de

stabilité (MES), que le Bundestag vote toute contribution supplémentaire de l'Allemagne. Il n'est en effet pas normal que des décisions engageant des garanties de plusieurs milliards d'euros issues de comptes nationaux soient aujourd'hui prises sans contrôle démocratique. Cette situation illustre le besoin de mieux associer les parlements nationaux aux décisions européennes. Il est évident que ce besoin croîtra à mesure que l'intégration de la zone euro s'étendra à de nouveaux champs à fort contenu politique, comme l'harmonisation de la fiscalité ou des standards de protection sociale. Ces matières touchent aux prérogatives essentielles du législateur et engagent des choix sociaux dont la représentation nationale est le mieux à même de débattre.

Dans un premier temps, la Conférence budgétaire inter-parlementaire mise en place par le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance sera ce lieu d'évaluation démocratique puisqu'elle rassemble déjà les parlements nationaux et le Parlement européen. Son instauration permettra aux représentations nationales d'exprimer leurs

vues sur les orientations décidées à Bruxelles. C'est le cas aujourd'hui en matière de politique économique et budgétaire, et demain dans le champ social et fiscal. Il est aussi souhaitable de créer en son sein une formation propre à la zone euro ouverte aux Etats qui en font partie et à ceux voués à y entrer à brève échéance.

Mais l'Union politique requerra à terme que se développe une véritable fonction de contrôle et d'évaluation parlementaires. Les parlements nationaux doivent devenir des institutions communautaires à part entière, aux côtés du Parlement européen. Le traité de Lisbonne va dans cette direction en reconnaissant que les parlements nationaux « contribuent au bon fonctionnement de l'Union » (article 12 du traité sur l'Union européenne) et en renforçant leur implication dans les décisions communautaires. Pour la zone euro, c'est sans doute la formule d'un *Congrès des parlements* qui conviendra le mieux à une union politiquement plus intégrée. Ce Congrès sera distinct du Parlement européen et travaillera en complémentarité avec lui. Il sera saisi de tout choix d'importance concernant le budget de la

zone euro et les décisions prises dans le cadre des efforts de convergence fiscale et sociale ou du MES. Pour l'Union à vingt-huit, je suis également favorable à l'idée que les parlements nationaux disposent d'un droit d'initiative conjoint avec le Parlement européen, selon une formule qui serait similaire au droit d'initiative citoyenne mis en place par le traité de Lisbonne.

Organiser l'Europe à l'échelle continentale

L'élargissement de l'UE n'est pas un chapitre clos. Après l'entrée de la Croatie dans l'Union au 1^{er} juillet 2013, de nouveaux pays des Balkans sont candidats à l'adhésion². Les négociations avec l'Islande ont commencé en 2010. Dans ce processus, la Turquie tient une place à part : l'Europe discute depuis 1963 d'un rapprochement avec ce pays, candidat officiel à l'adhésion depuis 1987. Les discussions suivent leur cours, discrètement, et un

2. Monténégro, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Serbie et (candidatures sous conditions) Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo.

nouveau chapitre des négociations, consacré à la politique régionale, va s'ouvrir à l'automne. Elles n'ont pas été remises en cause par la grande vague de manifestations qui a débuté en juin dernier place Taksim, malgré la fragilité politique dont elles témoignent.

Dans l'hypothèse où toutes ces négociations aboutissent, l'Union passerait de vingt-huit à trente-six membres, sa population croîtrait de 91 millions de citoyens et son centre géographique se déplacerait de plusieurs centaines de kilomètres vers l'est. Ses équilibres politiques internes seraient considérablement modifiés puisque la Turquie, avec 75 millions d'habitants, pèserait au Conseil autant que la France ou l'Allemagne. Ces élargissements changeraient donc profondément le visage de l'Union. Faut-il s'en inquiéter ?

La question de l'élargissement est plus que jamais liée à celle de la différenciation. Il faut permettre à une avant-garde de pays européens d'accélérer l'intégration pour que la dynamique d'élargissement puisse suivre son cours sans

risquer la dilution de l'Union européenne. C'est l'Europe du premier cercle, l'Union politique autour des Etats membres de la zone euro. Une Europe avec un pôle de gravité et des rythmes d'intégration différenciés vaut mieux qu'une Europe uniforme mais lâche et effilochée. Une fois ce principe acquis, il est possible d'aborder plus sereinement la question des élargissements auprès des opinions publiques européennes, mais également des pays qui frappent à la porte de l'Union.

Les négociations de préadhésion et d'adhésion opèrent comme un formidable levier de démocratisation et d'ouverture dans les pays candidats. C'est ainsi que l'Union a joué un rôle de stabilisateur puissant sur l'ensemble du continent européen, au-delà de ses frontières. La perspective européenne pour les Balkans occidentaux a grandement aidé les anciens belligérants à tourner la page de la guerre, et contribué notamment à la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo. A Chypre, malgré des relations complexes, le gouvernement de Nicosie soutient le projet d'adhésion de la Turquie

parce qu'il y voit une perspective crédible de réunification de l'île.

Cette promesse de stabilité pour le continent justifie pleinement que l'Union laisse sa porte ouverte à l'Islande et aux pays des Balkans, qui appartiennent bien à l'aire culturelle européenne. Le temps est le facteur déterminant. Il est nécessaire pour que les pays candidats assimilent l'acquis communautaire que les Etats membres ont mis des décennies à construire. Il est également nécessaire pour prévenir la « fatigue » de l'élargissement des peuples européens et pour donner à l'UE la possibilité de vérifier concrètement l'appropriation de nos standards politiques et démocratiques. S'agissant de la Turquie, l'arrimage de cette grande puissance économique et politique régionale à l'Europe est un gage de stabilité pour notre continent. Avec l'Iran, la Syrie et l'Irak, tous les dangers se massent à ses frontières : chaos politique, islamisme radical, conflits ethniques et communautaires. Mais ce processus n'est pas mature : l'entrée de la Turquie dans l'UE reste une perspective de

long terme qui devra surmonter de multiples difficultés. En revanche, il faut sans attendre proposer à nos partenaires turcs des modalités d'association intermédiaires qui tiennent compte de sa situation géopolitique hybride entre l'Europe et l'Asie, l'Occident et l'Orient.

L'Europe élargie est l'Europe du deuxième cercle, à vingt-huit aujourd'hui, à plus de trente demain. Avancer plus vite vers l'Europe politique, ce n'est pas considérer avec moins d'intérêt l'Europe élargie, qui atteint la masse critique souhaitée dans un monde globalisé. Cette Europe justifie des institutions communautaires fortes, garantes des valeurs de l'UE, qui mettent l'accent sur l'approfondissement du marché intérieur et l'harmonisation des normes. C'est l'Europe en laquelle le Royaume-Uni peut se reconnaître. Dans l'esprit de l'Europe différenciée, le premier cercle est bien compris dans le second. Seul le degré d'intégration politique les différencie.

Enfin, à travers sa politique de voisinage, l'Union négocie des accords d'association et de libre-échange avec les

pays du voisinage européen, à l'est (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine) et sur la rive sud de la Méditerranée (dont le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, pour ne citer que les pays francophones). Ces accords permettront à terme d'étendre à ces pays les principales règles de libre circulation des biens, des marchandises, des investissements et de réguler de manière concertée les flux migratoires. Cette Europe du voisinage sera le prolongement de l'Europe continentale, son troisième cercle d'influence. Elle partagera les principales règles du marché intérieur et les valeurs de l'Union sans les institutions.

Cette évolution de la construction européenne est en phase avec la nouvelle étape de la globalisation. Après une mondialisation extrêmement rapide des échanges, nous assistons aujourd'hui à leur réorganisation sur une base continentale, due à la réduction des avantages comparatifs des économies en rattrapage, au renchérissement du coût des transports et aux contraintes environnementales. Le globe se structurera demain autour de quelques grands blocs régionaux associant des puissances économiques

dominantes et des pays en rattrapage, dans une logique de complémentarité : les Amériques autour des Etats-Unis, l'Asie orientale autour de la Chine et l'Europe-Asie autour de l'Union européenne. C'est à ce type d'organisation que l'Europe doit se préparer en mettant en place, à ses frontières, un espace d'échange, de stabilité et de convergence juridique. Ainsi, l'Europe du XXI^e siècle restera une terre d'innovation politique susceptible d'inspirer le reste du monde.

J'ajoute que, avec le pivot vers l'Asie entamé par les Etats-Unis depuis le premier mandat de Barack Obama, il est essentiel que les Européens prennent désormais la responsabilité de leur sécurité collective en jouant pleinement leur rôle stabilisateur dans les pays de la rive sud de la Méditerranée. La gestion de la crise syrienne montre qu'il ne suffit pas de mettre en place un outil diplomatique européen et un haut représentant pour les Affaires étrangères pour forger une diplomatie européenne. De l'Europe, on ne retient que ses silences et ses divisions. A-t-on entendu Catherine Ashton ? Comment attendre

un consensus entre les Etats membres alors que manque l'essentiel, à savoir une vision géopolitique et une conscience commune des responsabilités qui incombent à l'Union dans ce monde en reconfiguration ?

POUR UN NEW DEAL EUROPÉEN

Une nouvelle page de l'histoire économique de l'Europe reste à écrire. Avec François Hollande et le retour de la gauche au pouvoir en France, l'Europe est mieux disposée pour sortir de l'ornière des disciplines et de l'austérité. Le carcan du consensus de Bruxelles se fissure chaque jour davantage. Mais il ne suffira pas d'abandonner les anciens repères pour libérer le potentiel de croissance et d'emploi qui a été trop longtemps étouffé. Ce dont l'Europe a aujourd'hui besoin pour se redresser et répondre aux préoccupations de ses peuples, c'est d'une politique de relance européenne et d'un New Deal européen pour l'investissement et l'innovation.

1. En matière de contrôle budgétaire, la priorité consiste tout d'abord à rendre les règles budgétaires intelligentes, flexibles dans le temps et adaptées aux situations nationales. Le gouvernement économique européen devra ainsi définir avec la Commission une trajectoire pluriannuelle de déficit structurel pour chaque pays. Le traité sur la

stabilité, la coordination et la gouvernance a déjà franchi un pas en ce sens en définissant des cibles de déficit structurel, qui tiennent compte du potentiel de croissance et de la situation différenciée des économies des Etats membres. Je me suis exprimé dès l'automne 2012 sur le caractère absurde du critère nominal des 3 % considéré abstraitement. Les critiques ont plu en flèches mais les faits m'ont donné raison. Je persiste donc : il faut ancrer ce critère dans la réalité des efforts budgétaires réalisés par chaque Etat membre au bénéfice de l'Union dans son ensemble. Cela passe par le fait d'exclure du calcul des déficits les dépenses qui contribuent aux biens communs de l'UE – la sécurité collective par la Défense, l'investissement dans l'avenir par les politiques de recherche et développement et d'innovation.

2. La deuxième priorité est d'engager une harmonisation des politiques sociales par le haut. C'est un enjeu de solidarité et de justice considérable. C'est aussi une condition de la pérennité de la zone euro, dont la stabilité à terme dépendra de la convergence réelle de ses économies et de

ses standards sociaux. Cette harmonisation passera par un pacte franco-allemand. Hier, l'Allemagne a fait le choix de la précarité au travail pour réduire artificiellement son taux de chômage et augmenter sa compétitivité sur le dos des salariés. Je veux parler des « minijobs », ces contrats rémunérés 450 euros par mois. Créés en 2003, ils concernent actuellement 7 millions d'Allemands. Aujourd'hui, l'évolution favorable de l'Allemagne vers un salaire minimum sous la pression du SPD et des syndicats offre une occasion historique d'avancer sur ce dossier à l'échelle de l'Union. Au sein de la zone euro, il faudra ensuite faire porter les efforts de convergence sur de nouveaux seuils en matière de revenu minimum ou de conditions d'accès à la protection sociale (assurance santé, pension, indemnisation chômage). Les réformistes français trouveront un allié de poids dans le SPD, qui défend un « pacte de stabilité sociale ».

L'harmonisation sociale doit également être recherchée dans le cadre du « Semestre européen ». L'analyse des déséquilibres macroéconomiques conduite par la Commission se fonde actuellement sur les seuls indicateurs

budgétaires et financiers. Ce biais conduit à envisager l'emploi et la protection sociale comme des variables d'ajustement. Il faut renverser cette logique en ajoutant des critères sociaux et d'emploi au contrôle effectué par la Commission (évolution du chômage, de la pauvreté, des inégalités dans la distribution du revenu...). La Commission devra aussi enrichir ses recommandations d'objectifs sociaux et assortir ces dernières d'incitations financières pour les pays en difficulté.

Les objectifs sociaux doivent enfin constituer une composante à part entière des négociations commerciales. La pertinence d'un accord de libre-échange avec un pays tiers se mesure aujourd'hui à l'aune de l'évolution prévisible des flux commerciaux et d'investissement. Il faut au contraire donner la priorité à la capacité de ce pays à créer et maintenir les emplois sur le sol européen. La Commission Barroso s'est engagée dans une course aux négociations effrénée, conduite tous azimuts : Amérique latine, Asie du Sud-Est, Inde, Canada, Etats-Unis. Elle perd de vue l'essentiel : nos gains en termes d'emploi et le maintien de

nos industries, lesquels demandent de se montrer bien plus rigoureux dans le choix des partenaires. Il faut aussi prévoir un droit de tirage prioritaire sur le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour les Etats membres dont les secteurs sensibles seront particulièrement exposés à l'ouverture commerciale. Ce fonds, qui vise à la réinsertion des travailleurs touchés par des plans sociaux, doit être abondé davantage et utilisé dès les premiers signes d'impact défavorable. La France, par exemple, pourra en bénéficier pour atténuer la concurrence des Coréens et demain des Japonais sur le secteur des petites cylindrées automobiles.

3. La troisième priorité est de conduire une harmonisation fiscale au service de l'économie réelle et de la justice. A un moment où les contribuables sont mobilisés pour le redressement des comptes publics en Europe, il n'est pas acceptable que les plus aisés ou les grands groupes profitent de la concurrence fiscale entre les Etats membres pour localiser les bénéfices hors des lieux d'activité effective. L'enjeu est primordial quand on sait, par exemple,

qu'une filiale irlandaise du groupe Apple affichait en 2011 un chiffre d'affaires de 22 milliards de dollars mais s'acquittait d'un impôt de seulement 10 millions de dollars. Il faut commencer par rapprocher les assiettes et les taux d'imposition sur les sociétés, dans le cadre d'une initiative franco-allemande déterminée.

Ces efforts devront être complétés par des mesures énergiques de lutte contre l'évasion fiscale. On estime aujourd'hui à 1 000 milliards d'euros les sommes perdues chaque année pour les budgets européens en raison de ce phénomène, ce qui provoque incompréhension et colère compte tenu de l'actuel niveau de dégradation de nos comptes. Il n'est pas admissible que des différences de réglementation et le déficit de transparence au sein de notre maison commune minent la confiance et la solidarité que les Etats membres se doivent les uns aux autres.

4. Une autre composante de ce New Deal européen a trait à la politique monétaire de la Banque centrale européenne. Celle-ci peut représenter la solution à une

véritable relance de la croissance européenne. Si la menace qui pèse aujourd'hui sur l'Europe est une déflation chronique et l'installation d'une trappe à liquidité où même des taux d'intérêt proches de zéro ne parviennent plus à relancer la croissance et l'emploi, il faut alors que la politique monétaire se donne pour objectif de recréer une inflation modérée et adaptée à l'ensemble de la zone euro, dont on connaît la grande diversité des situations économiques. Elle doit aussi contribuer au financement de l'économie à travers une politique sélective de refinancement des banques tournée vers les établissements qui financent les entreprises et les ménages plutôt que les activités spéculatives.

Dans ce contexte, la Banque centrale européenne peut jouer un rôle utile pour mettre un frein à la course sans fin à la compétitivité-coût des Etats membres, en appliquant strictement une cible d'inflation globale de 2 % à l'échelle de la zone euro, conformément à son mandat. Il ne fait aucun doute qu'elle peut contribuer à la réduction des déséquilibres macroéconomiques et des écarts de

compétitivité, en créant les conditions d'une inflation légèrement supérieure dans les pays en excédent. C'est une réponse concrète aux extrémistes qui rêvent du grand soir de la sortie de l'euro. C'est aussi une condition de la stabilité de la zone euro, qui doit être clairement assumée devant nos partenaires allemands.

5. La crédibilité gagnée par le gouvernement économique européen de la zone euro doit permettre de négocier avec l'Allemagne la construction d'une Europe de la solidarité. Cette solidarité, à travers le Mécanisme européen de stabilité, est aujourd'hui la contrepartie des disciplines imposées aux pays sous assistance financière. Elle intervient en dernier ressort, après le déclenchement des crises et en contrepartie des efforts extrêmement lourds demandés aux Etats sous assistance pour apurer leurs comptes et conduire des réformes structurelles. Il faut inverser cette logique : l'Union doit organiser les solidarités avant la survenance des crises et sous forme préventive. Le gouvernement économique européen devra donc franchir le pas supplémentaire de l'adoption d'un budget propre pour la

zone euro, qui aura notamment pour fonction d'atténuer les chocs asymétriques en cas de déséquilibre économique conjoncturel.

Avec le gouvernement économique, le cadre sera en place pour la mise en œuvre des eurobonds. Ils ne dispenseront pas des mesures d'assainissement budgétaire nécessaires, mais ils permettront aux pays les plus fragiles de la zone euro de bénéficier des taux d'intérêt plus faibles dont jouissent les Etats les plus solides. Les eurobonds, garantis d'une manière solidaire par les Etats membres et la Banque centrale européenne, mettront définitivement la zone euro à l'abri des attaques. Enfin, pour s'arracher à la pression des marchés et regagner en indépendance, l'Union doit pouvoir se doter d'une agence de notation européenne indépendante. La proposition suscite l'intérêt en Allemagne et est défendue par le SPD.

POUR UNE EUROPE DES BIENS COMMUNS

Au regard des attentes des citoyens, l'Europe souffre aujourd'hui de deux lacunes majeures. Elle ne s'incarne pas suffisamment dans des projets concrets, à la fois visibles pour les citoyens européens et dont les effets dans leur vie quotidienne sont tangibles, et ne donne pas suffisamment la priorité à la construction de l'avenir. Ces projets, je les appelle les biens communs. Ils représentent à la fois la véritable valeur ajoutée de la construction européenne et la face la plus visible de son action. Quatre sont prioritaires pour faire gagner l'Europe dans le nouveau monde : les infrastructures, la politique industrielle, l'innovation et l'environnement. Ces biens communs doivent s'imposer au cœur de la prochaine campagne des élections européennes comme les projets qui incarnent les intérêts communs des citoyens européens : avec eux, ces derniers percevront mieux les apports de l'Europe comme moteur d'une solidarité et d'une identité partagées.

1. Il s'agit d'abord des grands projets européens en matière d'infrastructure. Ces biens communs doivent être au cœur d'une véritable politique de relance européenne et d'investissements d'avenir. Les grandes infrastructures de réseaux, de télécommunications, d'énergie et de transports sont un déterminant essentiel de notre croissance potentielle et représentent un avantage comparatif très important dans la mondialisation. Les besoins sont considérables. La Commission estime ainsi que, d'ici à 2020, plus de 500 milliards d'euros seront nécessaires pour financer la maintenance et le développement des infrastructures de réseaux énergétiques, effort qui ne pourra pas être supporté par les seuls acteurs industriels du secteur. Les transports nécessiteront quant à eux de l'ordre de 1 500 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2030. Ces investissements sont autant de gages de relance de l'emploi et de l'économie au cœur des territoires européens, notamment pour les jeunes.

Or ces projets ne sont aujourd'hui pas financés. Dans un contexte de pénurie budgétaire, il est indispensable de

mobiliser l'épargne privée, abondante en Europe. Des leviers existent : ce sont les *project bonds*, qui sont mis en œuvre à titre expérimental sous forme d'émissions d'obligations auprès des investisseurs privés. Il faut passer à la vitesse supérieure en démultipliant les montants engagés. A côté de ce mécanisme innovant, je propose la mise en place d'un livret de développement durable européen qui fasse entrer l'Europe de manière positive dans la vie quotidienne des Français. Ce produit d'épargne pourrait être initialement lancé sous la forme d'une coopération renforcée au sein d'un groupe de pays volontaires. Une partie des ressources collectées sera centralisée par la Banque européenne d'investissement pour la réalisation de projets transeuropéens, et une autre partie employée par les banques commerciales partenaires pour le financement de projets locaux d'intérêt communautaire ou portés par des collectivités locales.

En parallèle, l'Europe doit aussi lutter contre la spéculation qui détourne les ressources financières des projets d'investissement. Avec l'Allemagne, dans le prolongement

de l'initiative commune sur la taxation des transactions financières, nous pouvons lancer une initiative visant à réglementer au niveau européen le rachat d'actions par les entreprises et taxer plus lourdement les mouvements de capitaux purement spéculatifs, comme le *trading* à haute fréquence.

2. Le deuxième bien commun réside dans une véritable politique industrielle capable de faire émerger des champions européens susceptibles de s'imposer dans un monde dominé par les multinationales américaines ou chinoises. L'Union est aujourd'hui l'échelle pertinente pour jouer des synergies et des complémentarités industrielles. Or que constate-t-on ? L'émergence d'un nouvel EADS se révèle très difficile, voire impossible compte tenu des règles de concurrence actuelles qui empêchent ou limitent la portée des concentrations à l'échelle communautaire. Le dogmatisme libéral de la Commission a fait manquer des opérations structurantes pour la politique industrielle en Europe. Je pense par exemple à l'interdiction spectaculaire de la fusion Schneider/ Legrand et au

camouflet finalement infligé à la Commission par le juge européen. Cela illustre bien à quel point manque une vision stratégique des filières à promouvoir dans l'économie du XXI^e siècle. La définition de cette stratégie suppose de créer un cadre de dialogue – qui aujourd'hui fait cruellement défaut – entre un noyau d'Etats membres, la Commission, les groupes internationaux et les fédérations professionnelles. Une Agence européenne des participations industrielles devra ainsi être mise en place pour déterminer les objectifs par filière et définir les instruments juridiques et financiers appropriés.

Il faudra en particulier définir une taille critique pour les acteurs économiques dans les secteurs stratégiques : Défense, transports, télécommunications, énergie, économie numérique. Il est nécessaire dans ces domaines d'œuvrer au développement d'un véritable patriotisme économique européen. C'est particulièrement vrai dans le domaine du numérique où cette approche est aujourd'hui absente. L'appel à la création d'un Google européen lancé par la chancelière allemande doit ainsi

s'accompagner d'efforts pour reconstituer un grand équipementier dans le domaine des télécommunications, gage de notre souveraineté numérique et de la protection des données personnelles des Européens. Ce n'est pas avec un marché atomisé de cent cinquante acteurs en Europe, contre quelques-uns seulement aux Etats-Unis, que l'on parviendra à développer des réseaux à très haut débit. J'ajoute que la création de grands champions européens est une autre manière de renforcer le sentiment d'appartenance et l'identité européenne dans le cœur des citoyens.

Pour atteindre ces objectifs, l'urgence est de réformer les règles de concurrence et de concentration. Dans le même sens, le régime des aides d'Etat doit évoluer pour permettre des politiques ciblées de soutien pour la recherche, les zones les moins développées jouissant d'un potentiel industriel, les entreprises en difficulté incapables de se restructurer seules. Une vraie politique d'aides d'Etat doit aussi se montrer plus réactive face aux crises, en remplaçant les procédures d'autorisation par des procédures de

contrôle et en prévoyant des seuils d'autorisation plus élevés afin d'aider nos PME.

Mettre en place une politique industrielle européenne suppose également d'améliorer l'accès aux financements. Face aux pratiques de nos concurrents développés et émergents, l'Europe doit s'appliquer à elle-même le principe de réciprocité et se doter des moyens de soutien de ses entreprises à l'export. Elle doit ainsi se doter de sa propre Banque publique européenne de l'export à l'image de ses concurrents étrangers, les Etats-Unis, la Chine ou le Japon. Cette Banque publique de l'export portera une attention particulière au portage des PME/ETI.

3. La priorité à la recherche et à l'innovation est une autre clé du succès de l'Europe dans la compétition mondiale. Il faut en ce sens pérenniser les ressources dédiées à ces politiques et non les traiter comme des variables d'ajustement en cas de crise. Il convient donc de fixer pour l'UE une règle d'or contraignant, par l'addition du budget européen et des budgets nationaux, à atteindre l'objectif des 3 % du

PIB européen consacré à l'investissement dans la recherche et le développement. Cet objectif est au cœur de la stratégie Europe 2020. C'est bien par un effort continu de recherche et de créativité, allié à la volonté politique, que nous sommes parvenus par exemple à mettre sur les rails le programme Galileo, dont les potentialités sont bien supérieures au système de radionavigation américain et qui constitue pour l'Europe un enjeu de souveraineté majeur.

La création d'un écosystème européen de l'innovation est un bien commun où la plus-value de l'UE est évidente. L'initiative d'une plateforme européenne de collaboration des *clusters* apparaît modeste eu égard au rôle et au potentiel de l'Europe. Cette plateforme réunit trop d'acteurs : 1 340 utilisateurs pour 621 organisations. L'UE devra concentrer ses moyens autour de trois ou quatre grands pôles de compétitivité de dimension européenne, donnant la priorité à des secteurs stratégiques (communications, transports et énergie) et d'une portée transfrontalière affirmée en Europe du Nord et en Europe du Sud. Ces

projets pourront être financés par le recours aux *project bonds* européens.

4. Enfin, l'Europe doit aider les Etats membres à faire de la transition énergétique un gisement de croissance et d'innovation. Si les Vingt-Huit ne se caractérisent pas par le même modèle de production d'énergie, ni par les mêmes comportements de consommation, ni encore par le même appareil industriel, ils partagent cinq grands objectifs communs : gagner en indépendance énergétique, maîtriser le coût de l'énergie, lutter contre le changement climatique, réduire la consommation et moderniser et renouveler les équipements de production (y compris les centrales nucléaires, pour lesquelles la France dispose d'une expertise unique au monde). Ces grands objectifs communs seront au cœur de la Communauté européenne de l'énergie que le président de la République a appelée de ses vœux.

Il faut faire de la transition vers les énergies renouvelables un levier de création d'emplois avec les ressources de la politique industrielle et un financement approprié pour la

recherche et le développement dans les PME. Un pôle d'excellence européen sur la fourniture et la distribution d'énergie (gaz et électricité) pourra être créé, afin d'encourager l'élaboration de nouveaux modes de production d'énergie renouvelable (cogénération, biogaz), les nouveaux usages (véhicules au gaz, véhicules urbains électriques, hybrides ou à très faible consommation) et le développement des services au consommateur (maîtrise de la consommation, réseaux intelligents). La France est très bien placée sur ce chantier avec plusieurs grands groupes déjà leaders dans le monde. Il faudra enfin mettre en commun nos moyens dans les grands programmes de recherche coopératifs sur les technologies de demain (stockage de l'électricité, captage du dioxyde de carbone, batteries, réseaux intelligents et matériaux de construction).

Le développement des technologies numériques offre à l'Europe l'occasion de se lancer dans un grand projet de réseau intelligent transnational qui optimisera la production et le transport des différents types d'énergie selon leur origine, et notamment les renouvelables intermittentes.

Associé à une plateforme d'échange entre les opérateurs, ce réseau constituera un projet très concret de la future Communauté européenne de l'énergie, bien plus ambitieux que les modestes financements européens de tronçons du réseau d'interconnexion électrique en Europe. L'Union européenne a la capacité de prendre la tête d'une nouvelle révolution industrielle et technologique qui peut s'imposer à terme au monde industrialisé. Pour ce faire, elle doit en premier lieu se préoccuper d'alimenter son marché intérieur, l'un des plus dynamiques du monde, avec ses propres produits et innovations technologiques.

En mettant l'accent sur ces quatre chantiers dans la campagne des européennes à venir, nous serons en mesure de proposer aux peuples européens une offre politique qui donne un contenu à l'Europe, qui démontre son utilité et qui trace des perspectives d'avenir. Cette Europe des biens communs fera taire les critiques sur son caractère technocratique et distant. Elle pourra réinstaurer la confiance des peuples européens et leur fierté d'appartenir à une Union « qui fait la force ».

CONCLUSION

Aux Françaises et aux Français

En écrivant ces pages, je n'ai eu qu'une pensée : convaincre mes concitoyens – en particulier la jeunesse française, dont l'indifférence au projet européen me préoccupe – que l'Europe peut être une réponse à leurs attentes. Retrouver la croissance et la confiance en l'avenir, la maîtrise de notre destin, rechercher un peu plus d'amitié et de solidarité entre nos peuples : l'Europe est sur ce chemin. Unie, elle sera plus forte pour tirer son épingle du jeu au sein du nouvel ordre mondialisé. J'ajoute immédiatement qu'il ne faut pas bâtir sur du sable et qu'il est nécessaire d'organiser sans attendre l'approfondissement démocratique de l'Union, qui sera l'un des enjeux majeurs des élections de 2014. C'est l'Union politique adossée à la légitimité démocratique des parlements nationaux à laquelle je crois.

Dans cette optique, il est évident que les solutions que nos gouvernements auront à formuler au lendemain de ces

élections supposeront à terme une modification des traités. Il faut s'y préparer. Toutes les questions que nous pourrons régler ces prochains mois seront autant de difficultés déjà aplanies pour progresser plus rapidement, au lendemain des élections, sur la voie d'un nouvel acte de la construction européenne.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-065-6

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achevé d'imprimer par l'imprimerie PANOPLY

NOVEMBRE 2013

Claude Bartolone

L'urgence européenne

26 mai 2014, lendemain des élections européennes. L'Europe se réveille en état de choc : abstention massive, déferlante populiste... Un scénario catastrophe ?

Pour y échapper, Claude Bartolone appelle la gauche à reprendre l'offensive au lendemain des élections allemandes : faire œuvre de « radicalité réformatrice » pour sortir l'Europe de la crise, installer un modèle de croissance durable et solidaire et relever les défis d'un monde globalisé.

C'est une vision personnelle et engagée de l'avenir de l'Union européenne que livre ici le président de l'Assemblée nationale.

www.jean-jaures.org



9 782362 440656

ISBN : 978-2-36244-065-6

6 €